



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°37 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Les réserves de change poursuivent leur progression, tandis que le compte courant enregistre un excédent ;
- ❖ **Bhoutan** : Indicateurs macroéconomiques du mois d'août 2025 ;
- ❖ **Inde** : Les investissements directs étrangers nets passent en territoire négatif lors du mois d'août 2025 ;
- ❖ **Maldives** : Projet d'amendement de la loi sur les zones économiques spéciales ;
- ❖ **Népal** : Commerce extérieur népalais au cours du premier trimestre de l'exercice 2025/26 ;
- ❖ **Pakistan** : Excédent du compte courant de 110 M USD en septembre ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le FMI salue le redressement du Sri Lanka et appelle au maintien des réformes ;

À RETENIR

3,25%

L'estimation de croissance du PIB réel du Pakistan par la Banque centrale pakistanaise (Stake Bank of Pakistan) pour l'exercice en cours 2025-26

Bangladesh

Les réserves de change poursuivent leur progression, tandis que le compte courant enregistre un excédent

Selon la Bangladesh Bank, les réserves brutes de change du Bangladesh ont dépassé 32 Mds USD fin octobre, un niveau inédit depuis janvier 2023. Les réserves nettes, calculées selon la méthodologie du FMI (BPM6), atteignent quant à elles 27 Mds USD, contre environ 20 Mds USD un an auparavant.

Le pays retrouve ainsi une marge de manœuvre après trois années de déclin des réserves. Cette amélioration s'explique principalement par la bonne performance du secteur extérieur, qui apparaît comme le principal filet de sécurité économique à court terme pour le Bangladesh. Le gouvernement peut en effet compter sur des exportations soutenues, atteignant 48 Mds USD pour l'exercice 2024-25 (+9% en glissement annuel), tandis que les transferts de fonds des travailleurs expatriés ont atteint un niveau record de 30 Mds USD (+25% sur un an).

Grâce à cette dynamique, le compte courant est passé d'un déficit de 6,6 Mds USD en 2023-24 à un excédent de 149 M USD en 2024-25, favorisé par la dépréciation du Taka, les mesures incitatives pour l'envoi de fonds et la formalisation des canaux de transfert, dans un contexte de réduction des flux illégaux vers l'étranger.

La réduction du déficit courant a également contribué à améliorer le solde global de la balance des paiements, qui affiche un excédent de 3,4 Mds USD en 2024-25, contre un déficit de 4,3 Mds USD un an auparavant. Par ailleurs, depuis juillet dernier, la Bangladesh Bank a acheté environ 2,1 Mds USD auprès des banques commerciales, inversant la tendance précédente de ventes massives de dollars destinées à soutenir le Taka.

[Gross forex reserves cross \\$32b after 32 months | The Daily Star](#)

Le National Board of Revenue (NBR) enregistre une collecte de revenus record pour le premier trimestre de 2025-26

Selon les données officielles, le NBR a enregistré sa collecte de revenus la plus élevée pour un premier trimestre budgétaire, avec 908 Mds BDT collectés au cours du premier trimestre de 2025-26, soit une hausse de 20% en glissement annuel. Cette performance s'expliquerait principalement par l'élargissement de la couverture fiscale, l'amélioration de la conformité, la mise en œuvre de mesures anti-évasion et la récupération de revenus auparavant éludés.

Parmi les trois principaux segments, la TVA a contribué le plus, avec 348 Mds BDT, enregistrant une croissance de 30% sur un an. Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu ont atteint 284 Mds BDT au premier trimestre, soit une progression de 18%, tandis que les revenus douaniers se sont élevés à 275 Mds BDT, en hausse de 12%.

Pour rappel, le Bangladesh avait manqué l'objectif fixé par le FMI pour 2024-25, avec des recettes de seulement 3 780 Mds BDT contre 4 435 Mds BDT attendus. La question de la mobilisation des ressources domestiques sera d'ailleurs l'un des sujets clés de la prochaine revue du FMI, alors qu'une mission du Fonds débutera à Dhaka fin octobre.

[NBR posts record Tk90,825cr revenue collection in first quarter of FY26 | The Business Standard](#)

Les banques accumulent des liquidités face à une demande d'investissement atone

Selon la Bangladesh Bank, les liquidités non investies détenues par les banques ont atteint 319 Mds BDT en juin 2025, contre 193 Mds BDT un an plus tôt. Après la crise politique de juillet-août 2024, qui avait provoqué d'importants retraits et mis sous pression la liquidité du secteur, les dépôts ont progressivement repris, reflétant un rétablissement de la confiance des déposants. Cette dynamique a été soutenue par la baisse des rendements des certificats d'épargne et des obligations du Trésor, ainsi que par le retour des capitaux dans les circuits bancaires formels, alors qu'ils transitaient auparavant par des voies informelles (« hundi »). Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie d'intervention sur le marché des changes, la Banque centrale a injecté une quantité importante de liquidités dans le système bancaire en achetant des devises étrangères. Depuis la mi-juillet, elle a racheté 2,1 Mds USD (259 Mds BDT) aux banques afin de stabiliser le taux de change.

La croissance des dépôts a ainsi atteint 10% en août 2025, contre 7,8% en juin, tandis que la demande de crédit du secteur privé a chuté à 6,3% en août, contre 9,9% un an plus tôt, laissant une part importante de liquidités non employée. Cette accumulation souligne la persistance d'une demande d'investissement atone, malgré le rétablissement de la confiance et l'amélioration progressive des conditions monétaires. Dans le même temps, le volume de monnaie en circulation hors banques est passé de 2,9 Mds BDT en juin à 2,7 Mds BDT en août 2025.

[Finance News: Latest Financial News, Finance News today in Bangladesh](#)

Les pertes provoquées par l'incendie de l'aéroport international de Dhaka seraient estimées à un milliard de dollars

Le secteur du prêt-à-porter (RMG) bangladais estime à plus d'un milliard de dollars les pertes provoquées par l'incendie de l'aéroport international Hazrat Shahjalal de Dhaka, survenu le 18 octobre. Le sinistre, qui a ravagé deux des trois entrepôts du complexe, a détruit des produits importés, des vêtements prêts à l'exportation et des échantillons destinés à de nouveaux contrats, compromettant à court terme les livraisons et la conclusion de commandes. Les pertes immédiates et l'interruption des flux logistiques pourraient ainsi retarder les exportations de plusieurs semaines et affecter la réputation du pays auprès des acheteurs internationaux.

Selon la Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA), entre 200 et 250 usines expédient quotidiennement par voie aérienne, ce qui rend les conséquences du sinistre particulièrement lourdes. Le président par intérim de la BGMEA a appelé à un soutien du gouvernement intérimaire et à l'accélération des expéditions pour éviter une rupture d'activité.

Les autorités ont mis en place une commission conjointe avec les douanes pour accélérer les procédures de dédouanement et ont instauré un délai de 36 heures pour la libération des marchandises.

[New Age | RMG sector may face losses worth \\$1b](#)

Bhoutan

Indicateurs macroéconomiques du mois d'août 2025

L'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse annuelle de 3,9% en août 2025, contre 2% en août 2024. Cette accélération résulte principalement de la progression de l'indice des prix alimentaires, en hausse de 6% sur un an. A l'inverse, l'indice hors produits alimentaires a connu une évolution plus modérée, avec une augmentation de 1,9% en août 2025, contre 1% un an plus tôt.

Sur le volet extérieur, les exportations d'hydroélectricité ont totalisé un montant de 205,4 MUSD, tandis que les ventes destinées au marché domestique se sont établies à 49,5 MUSD. Au mois de juin 2025, les réserves extérieures totales s'élevaient à 806 MUSD, soit une diminution de 10,8 MUSD par rapport au mois précédent. Les réserves en devises étrangères représentaient 94,8% du total des avoirs extérieurs.

[RMA – Macro-economic Data](#)

Inde

Les investissements directs étrangers nets passent en territoire négatif lors du mois d'août 2025

Les investissements directs étrangers (IDE) nets en Inde se sont établis pour la première fois depuis le début de l'exercice budgétaire à -616 M USD en août 2025, soit une baisse de 160% par rapport à l'année précédente à la même période.

Dans le détail, les investissements bruts en Inde se sont élevés à 6 Mds USD soit une baisse de 30,6% par rapport à leur niveau l'an dernier à la même période, et une baisse de 45% par rapport à juillet 2025, où ils enregistraient un plus haut depuis quatre ans. Il s'agit de la plus importante baisse depuis le début de l'exercice budgétaire en cours.

Sur la période, le montant rapatrié et désinvesti par les entreprises étrangères implantées en Inde a atteint 4,9 Mds USD (-5,4% en glissement annuel, mais +30% en glissement trimestriel), tandis que les investissements des entreprises indiennes à l'étranger ont chuté de 30% atteignant 1,7 Md USD, également un plus bas de l'exercice en cours.

Toutefois, sur la période d'avril à août, soit les cinq premiers mois de l'année budgétaire, les IDE nets se sont élevés à 10,1 Mds USD, soit une hausse de plus de 121 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression s'explique par une augmentation de 18,2 %

des entrées brutes de 43,7 Mds USD dans le pays et une contraction de 6,1 % des rapatriements et désinvestissements, de 21,2 Mds USD, sortant d'Inde sur la même période. Les investissements étrangers réalisés par les entreprises indiennes se sont établis à 12,4 Mds USD entre avril et août 2025, soit une hausse de près de 26 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Singapour, les États-Unis, Maurice, les Émirats arabes unis et les Pays-Bas ont été les principales sources d'IDE entre avril et août 2025, représentant 76 % du total des entrées, selon la Banque centrale, Reserve Bank of India. Plus de 74 % des entrées d'IDE ont été réalisées dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière, les services informatiques, les services aux entreprises, les services de communication et la production et la distribution d'électricité.

[Net FDI fell 159% in August 2025 as more money left the country than was invested in it - The Hindu](#)

Décryptage du bulletin mensuel de la Banque centrale indienne (Reserve Bank of India, RBI)

Dans son rapport mensuel, la RBI souligne que l'économie indienne n'est pas à l'abri des vents contraires mondiaux, en raison de la demande extérieure faible et des incertitudes liées à la politique américaine, et ce, en dépit de sa résilience affichée.

Les fondamentaux économiques restent solides grâce à une inflation faible (1,5 % en septembre, son plus bas depuis juin 2017), des bilans bancaires et d'entreprises robustes et des réserves de change suffisantes, de l'ordre de quelque 700 Mds USD fin septembre, suffisantes pour couvrir 11 mois d'importation.

Malgré un léger ralentissement de l'industrie manufacturière, la confiance des entreprises dans les secteurs manufacturiers et des services a atteint un pic de six mois, tandis que la confiance des consommateurs s'est également améliorée. La demande, tant urbaine que rurale, demeure soutenue, stimulée par la saison des fêtes, la réduction des taux de GST et une bonne mousson. Par ailleurs, la valeur moyenne quotidienne des paiements numériques en septembre 2025 a connu la plus forte hausse mensuelle de l'exercice, reflétant cette reprise.

Pour rappel, lors de sa réunion bimestrielle d'octobre 2025, le Comité de politique monétaire (MPC) a maintenu le taux repo à 5,5 % et conservé une orientation neutre, considérant que la transmission des assouplissements antérieurs étant encore en cours et qu'il était nécessaire d'évaluer l'évolution macroéconomique avant toute décision additionnelle.

Le FMI, l'OCDE et la Banque mondiale ont relevé leurs prévisions de croissance pour l'Inde à respectivement 6,6 %, 6,7 % et 6,8 % pour l'exercice en cours.

En revanche, le déficit commercial des marchandises a atteint un plus haut de 13 mois en septembre à 32 Mds USD (+30% en g.a.) en raison des importations ayant augmenté de 16% (68 Mds USD), en lien avec les importations de pétrole et d'or mais également du fait du fléchissement des exportations vers les États-Unis. Cette dynamique a contribué à un déficit commercial global (marchandises et services) de 16,62 Mds USD en septembre, soit une augmentation de près de 100 % par rapport à l'année précédente à la même période.

Les marchés boursiers indiens ont reculé dans la seconde moitié de septembre, affectés par la hausse des frais de visa H-1B et l'imposition de nouveaux droits de douane américains de 25 %, le Nifty 50 a chuté de plus de 3 % en l'espace de sept séances, passant de 25 423 à 24 654 points. L'indice BSE Sensex a diminué de 0,11 % à 81 629,98 points et la roupie indienne a connu une dépréciation atteignant un niveau record de 1 USD = 88,8 INR au 23 septembre 2025, incitant la RBI à intervenir sur le marché des changes (3 à 5 Mds USD de ventes de devises) afin de soutenir la roupie.

La sortie massive des capitaux étrangers incite les décideurs à renforcer les réformes de libéralisation financière

Depuis le début de l'année civile 2025, les investisseurs étrangers ont vendu pour près de 17 Mds USD d'actions indiennes nettes, selon un article de *The Economic Times*, dont 4 Mds USD de sorties enregistrées rien qu'août en lien avec l'entrée en vigueur des droits de douane de 50% imposés par les Etats-Unis, contre 124 M USD d'entrées nettes en 2024 et 20 Mds USD en 2023.

Cette vague de sorties de capitaux fait de l'Inde le marché asiatique le plus touché en termes de retraits de portefeuille étrangers. L'indice de référence indien Nifty a progressé d'environ 6 % depuis le début de l'année, ce qui en fait le troisième marché le moins performant parmi les pays de l'indice MSCI Asie, qui couvre les valeurs à grande et moyenne capitalisation de huit pays d'Asie considérés comme marchés émergents, après la Thaïlande et l'Indonésie.

Selon un gestionnaire de portefeuille chez Janus Henderson Investors, le ralentissement du rythme de progression du crédit, la modération de la croissance nominale du PIB, la baisse des bénéfices des entreprises, ainsi que la détérioration de la qualité des actifs bancaires contribuent à maintenir simultanément les investisseurs étrangers en retrait du marché des capitaux indien.

Dans ce contexte, la Banque centrale et le régulateur des marchés (SEBI) ont annoncé plusieurs mesures visant à ancrer la participation étrangère et stimuler le crédit. Ces dernières incluent une standardisation de la documentation requise, ainsi qu'un allègement des contrôles pour les investisseurs déjà régulés dans d'autres pays. Ces mesures devraient ramener le délai d'enregistrement en Inde de six mois à 30 à 60 jours, afin de s'aligner sur les normes internationales. D'autres assouplissements réglementaires, comme le renforcement des investisseurs particuliers via les fonds communs de placement notamment, pourraient être déployés au cours des six à douze prochains mois.

Il convient de noter que l'assouplissement progressif indien intervient en parallèle des initiatives chinoises dévoilées ces derniers mois visant à une plus grande ouverture de son marché des actions aux investisseurs étrangers ainsi qu'à l'expansion de l'accès des investisseurs étrangers à son marché de pension de titres.

[India races to reform financial sector as foreigners pull \\$17 billion - The Economic Times](#)

Maldives

Projet d'amendement de la loi sur les zones économiques spéciales

Le gouvernement des Maldives a soumis au parlement un amendement au Special Economic Zones Act de 2014. Ce dernier vise à étendre le cadre des zones économiques spéciales pour y intégrer des « cités durables », c'est-à-dire de grands projets immobiliers ou touristiques intégrés, autonomes et gérés de façon unifiée. Pour attirer les investisseurs, qui devront déboursier 500 MUSD au minimum, l'amendement prévoit un taux d'imposition sur le revenu de 5% pour les dix premières années, puis de 10 % pour la décennie suivante, et l'abandon des droits d'importation sur les biens d'équipement destinés au développement de ces zones.

[Maldives Media](#)

Népal

Commerce extérieur népalais au cours du premier trimestre de l'exercice 2025/26

Le commerce extérieur du Népal a progressé de 26% au cours des trois premiers mois de l'exercice budgétaire en cours, porté par la demande accrue liée à la saison des festivals. Selon les données du Department of Customs (DoC), le volume total des échanges extérieurs s'est élevé à environ 4,1 Mds USD entre mi-juillet et mi-octobre 2025, contre 3,21 Mds USD sur la même période de l'année précédente.

Les exportations ont fortement augmenté de 89,6%, atteignant 545,8 MUSD, contre 287,7 MUSD un an plus tôt. Les importations, de leur côté, ont progressé de 19,8%, totalisant 3,51 Mds USD. La part des exportations dans le commerce total a reculé de 4,96 points de pourcentage pour s'établir à 13,46%, tandis que la part des importations a progressé de 86,54%, le Népal étant un pays dépendant structurellement des importations.

Les principaux partenaires commerciaux du Népal au cours de la période considérée ont été l'Inde, la Chine, l'Argentine, les Émirats arabes unis et les États-Unis. Le Népal a importé des biens pour une valeur de 1,93 Md USD depuis l'Inde, soit 55% du total de ses importations.

[Nepal's export grows 89.64 percent as overall trade volume increases 26.04 percent in Q1](#)

Pakistan

Excédent du compte courant de 110 M USD en septembre

En septembre 2025, le Pakistan a enregistré un excédent du compte courant de 110 M USD, marquant une nette amélioration par rapport au déficit de 52 M USD en septembre 2024. Cette évolution positive est principalement attribuée à l'augmentation des transferts de migrants, et contraste avec les prévisions anticipant un déficit plus important. Sur le cumul du 1^{er} trimestre de l'exercice budgétaire 2026, le déficit du compte courant s'établit à 594 M USD, contre 502 M USD lors du même trimestre de l'exercice précédent.

En matière d'échanges commerciaux, les exportations progressent : elles ont atteint 3,43 Mds USD en septembre 2025 (+4,5 % en g.a.), tandis que les exportations du 1^{er} trimestre 2026 s'élevaient à 10,1 Mds USD, soit une progression de 8,2 % par rapport au premier trimestre 2025. Les exportations de services IT ont atteint un record de 366 M USD en septembre. Les importations ont également progressé : elles ont atteint 6,0 Mds USD en septembre (+6,3 % en g.a.), portant le cumul du trimestre à 18,5 Mds USD, contre 17,1 Mds USD en premier trimestre 2024-25.

Les transferts de migrants se sont élevés à 3,2 Mds USD en septembre (+11 % en g.a.) et 9,5 Mds USD sur le trimestre (+8,4 % par rapport au T1 2025).

Le compte financier a enregistré un excédent de 151 M USD en septembre, avec un déficit cumulé de 527 M USD pour le T1 2026, en nette amélioration par rapport aux 921 M USD du T1 2025. Les investissements directs étrangers (IDE) nets se sont établis à 186 M USD en septembre, en baisse par rapport aux 417 M USD de l'an dernier, portant le cumul trimestriel à 569 M USD contre 864 M USD au T1 2025.

Enfin, la balance des paiements de septembre 2025 a affiché un excédent de 77 M USD, contrastant fortement avec le déficit de 347 M USD de la même période l'an dernier, tandis que le cumul du 1^{er} trimestre FY26 se traduit par un excédent de 274 M USD, contre 383 M USD de déficit lors du premier trimestre 2024-25.

[IT exports hit record \\$366m in September - Newspaper - DAWN.COM](#)

La State Bank of Pakistan (SBP) table sur une croissance de 3,25 % pour l'exercice budgétaire 2026

Dans son rapport annuel sur l'économie pour l'exercice 2024-25 ([Annual Report 2024-25 The State of Pakistan's Economy](#)), la Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP) met en avant plusieurs facteurs ayant contribué à la stabilité macroéconomique du pays.

La mise en œuvre du programme du FMI dans le cadre de la facilité élargie de crédit (Extended Fund Facility (EFF)) a joué un rôle central, renforçant la confiance des marchés et soutenant la consolidation des finances publiques. Cette stabilité a été également favorisée par une politique monétaire prudente, une baisse des cours mondiaux des matières premières et une augmentation des transferts de travailleurs expatriés. En conséquence, le déficit courant a été maîtrisé, affichant un excédent notable pour la première fois en 14 ans.

Concernant la croissance économique, la SBP a révisé à la hausse sa prévision pour l'exercice 2024-25, la portant à 3,02 %, contre une estimation initiale de 2,68 %. Cette révision est attribuée à une reprise significative de l'activité industrielle au quatrième trimestre, notamment dans les secteurs de la production d'électricité, de gaz, de l'approvisionnement en eau et de la construction.

Pour l'exercice 2025-26, la SBP projette une croissance du PIB réel d'environ 3,25 %, se situant dans la fourchette inférieure de ses prévisions antérieures. Cette projection prend en compte une reprise partielle de l'activité industrielle, bien que des risques macroéconomiques subsistent, notamment en matière d'inflation, de comptes fiscaux et de soldes extérieurs. La Banque centrale anticipe également que l'inflation globale pourrait dépasser 7 % au cours du second semestre de l'exercice, dépassant ainsi la fourchette cible de 5-7 % fixée pour le moyen terme.

[| Ministry of Finance | Government of Pakistan |](#)

Le Pakistan a manifesté son intérêt pour rejoindre la Nouvelle Banque de Développement (NDB) des BRICS

Le gouvernement pakistanais a confirmé avoir officiellement engagé les démarches pour rejoindre la Nouvelle Banque de Développement (NDB) du groupe BRICS, avec le soutien de la Chine. Selon le ministère des Finances, cette adhésion vise à diversifier les sources de financement du pays et à renforcer la coopération avec les grandes économies émergentes.

Le Pakistan espère bénéficier de nouvelles lignes de crédit afin de financer des projets d'infrastructures, d'énergie et de résilience climatique, dans la continuité de son programme

de réformes soutenu par les institutions multilatérales. Pékin a exprimé son appui à cette candidature, qu'il considère comme un prolongement naturel du partenariat stratégique entre les deux pays et du corridor économique sino-pakistanaï (CPEC).

L'intégration du Pakistan à la NDB offrirait au pays un accès privilégié à des financements concessionnels, à un moment où les besoins d'investissement public restent élevés, estimés à environ 3 % du PIB par an pour les infrastructures et l'adaptation climatique, et où les marges de manœuvre budgétaires demeurent limitées.

[Islamabad seeks membership in BRICS' New Development Bank with Beijing's support - Business & Finance - Business Recorder](#)

Impact économique des inondations de la mousson 2025

Le ministre pakistanais des Finances, Muhammad Aurangzeb, a indiqué que les récentes inondations survenues au Pendjab et au Sindh devraient retrancher jusqu'à 0,2 point de pourcentage à la croissance du PIB de l'exercice budgétaire 2026. Ces intempéries ont détruit plusieurs centaines de milliers d'hectares de terres cultivées, notamment de riz et de coton, et endommagé des infrastructures rurales et industrielles essentielles. Le coût économique direct est estimé à près de 1 Md USD, tandis que la hausse des prix des denrées périssables (légumes, fruits et produits laitiers) pourrait entraîner une remontée temporaire de l'inflation alimentaire de 1,5 à 2 points sur le trimestre en cours.

Malgré cette dégradation conjoncturelle, le gouvernement a choisi de ne pas solliciter d'aide étrangère immédiate, préférant mobiliser des ressources internes et des lignes de financement déjà existantes pour les opérations de secours et la réhabilitation des zones sinistrées. Le ministre a rappelé que le pays disposait d'une certaine marge budgétaire grâce à l'amélioration des recettes fiscales et à la stabilisation du déficit courant.

Sur le plan industriel, la croissance de la grande industrie manufacturière (LSM) a ralenti à 1,2 % en glissement annuel en août, contre 4,4 % le mois précédent, en raison des perturbations logistiques et de la hausse des coûts énergétiques. Les secteurs du textile, du ciment et des biens de consommation ont été les plus affectés. Les autorités misent sur les programmes de reconstruction et les incitations budgétaires annoncées dans la loi de finances 2026, notamment pour le secteur de la construction, afin de compenser partiellement ces effets et de préserver la trajectoire de redressement économique amorcée depuis 2024.

[Floods likely to hit Pakistan's growth outlook, Aurangzeb tells Bloomberg - Business & Finance - Business Recorder](#)

Le Japon rejoint le pool de bailleurs du projet Reko Diq

Le gouvernement pakistanais a annoncé une nouvelle avancée majeure dans le financement du projet minier de Reko Diq, avec l'entrée de la Japan Bank for International Cooperation (JBIC) au sein du consortium de bailleurs internationaux.

JBIC rejoint ainsi la Société financière internationale (SFI), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque islamique de développement (IsDB) et plusieurs partenaires publics et privés déjà engagés dans le cofinancement de ce projet stratégique, l'un des plus importants du pays dans le secteur des ressources naturelles.

Parallèlement, le Pakistan renforce ses capacités dans le domaine minier avec l'inauguration à Islamabad du Geoscience Advanced Research Laboratories (GARL), laboratoire modernisé du

Geological Survey of Pakistan (GSP), en présence du Premier ministre Shehbaz Sharif et du chef de l'armée, le maréchal Asim Munir. À cette occasion, le chef du gouvernement a rappelé que le développement du secteur minier constituait une priorité nationale, essentielle pour diversifier la structure économique, attirer les investissements étrangers et accroître les exportations de matières premières à haute valeur ajoutée.

[Pakistan deepens global partnerships as Japan's JBIC joins Reko Diq lender group - Markets - Business Recorder](#)

Sri Lanka

Le FMI salue le redressement du Sri Lanka et appelle au maintien des réformes

Lors d'un point de presse, le Département Asie-Pacifique du FMI a salué le rebond du pays, après une récession profonde, résultant de l'adoption de réformes économiques structurelles. La croissance a atteint près de 5% en 2024 et devrait s'établir autour de 4,2% en 2025. Le FMI se félicite des progrès réalisés dans la stabilisation macroéconomique et le rétablissement de la confiance, tout en soulignant que le pays doit poursuivre la consolidation budgétaire et la réforme des entreprises publiques. L'accent doit aussi être mis sur une meilleure gestion des investissements publics pour éviter les moins productifs. Le FMI estime que le plus dur est derrière, mais appelle à maintenir le cap pour ancrer durablement la reprise.

[FMI](#)

Forte hausse des investissements directs étrangers (IDE)

Le Board of Investment (BOI) indique que les IDE réalisés ont augmenté de 138% depuis le début de l'année civile à fin septembre, pour atteindre un montant record de 827 MUSD.

Parmi les projets enregistrés, celui relatif au Port de Colombo (Colombo West International Terminal) a été le principal (229 MUSD). Ce dernier associe Adani International Port Holdings Ltd. (Inde), John Keells Holdings PLC et l'Autorité portuaire du Sri Lanka. CEAT OHT Lanka Ltd., filiale d'une entreprise indienne de production de pneus, a contribué à hauteur de 111 MUSD à ces résultats. Michelin Lanka Ltd. a procédé à des réinvestissements à hauteur de 72 MUSD et Bluehaven Services Ltd., filiale de Melco Resorts and Entertainment Ltd. (Hong Kong), a investi 85 MUSD dans le développement d'un casino dans le complexe City of Dreams développé par le groupe John Keells.

[BOI](#) & [Gouvernement SL](#)

Définition d'un cadre fiscal transparent pour les investissements d'envergure

Le gouvernement sri-lankais vient de décider d'amender le Strategic Development Projects Act (SDPA), pour répondre aux préoccupations du FMI. Il prévoit la fin des exonérations fiscales négociées de manière discrétionnaire, l'introduction d'un cadre fiscal transparent et fondé sur des règles applicables aux projets d'investissement supérieurs à 50 MUSD et la suppression des exonérations de salaires pour les cadres supérieurs.

[Economy Next](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr